



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/HRC/6/L.28
25 septembre 2007

Original: FRANÇAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Sixième session
Point 10 de l'ordre du jour

ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Déclaration du Président

6/... Situation des droits de l'homme en Haïti

Lors de la première partie de la sixième session du Conseil des droits de l'homme, tenue du 10 au 28 septembre 2007, dans le cadre de l'examen du point 10 de l'ordre du jour, intitulé «Assistance technique et renforcement des capacités», le Président du Conseil a fait une déclaration dont le texte se lit comme suit:

«1. Le Conseil des droits de l'homme se félicite du retour à la légalité constitutionnelle en République d'Haïti consacré par l'élection du Président de la République, la restauration du Parlement élu, la nomination d'un premier ministre ratifiée par le Parlement et la tenue d'élections municipales.

2. Le Conseil félicite les autorités haïtiennes pour les engagements pris et les efforts visant à améliorer les conditions de vie des Haïtiens, notamment par une plus grande attention au respect des droits de l'homme et par la coopération instaurée entre la Police nationale haïtienne (PNH) et les forces de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) afin de lutter contre la violence.

3. Le Conseil est cependant conscient des nombreux défis auxquels Haïti est confronté. Il encourage la communauté internationale à continuer d'apporter son appui aux efforts des

autorités élues et encourage ces dernières à utiliser les ressources et les expertises mises à leur disposition.

4. Le Conseil prend note des difficultés rencontrées et des efforts déployés par les autorités haïtiennes.

5. Le Conseil, tout en demeurant préoccupé par la persistance de la criminalité dans certaines régions, prend note avec satisfaction des initiatives prises pour lutter contre la corruption et le narcotrafic. Il se félicite des efforts en cours pour remédier aux dysfonctionnements de la police et de la justice et encourage les autorités haïtiennes à les poursuivre en menant à leur terme les projets concernant le renforcement des corps d'inspection au sein de la justice et de la police, l'adoption d'un statut de la magistrature, la création d'un Conseil supérieur de la magistrature et la réouverture de l'École de la magistrature, la lutte contre la détention prolongée et l'amélioration des conditions de détention, la création d'un mécanisme d'assistance légale, le renforcement de la police scientifique et de la médecine légale. Il note avec satisfaction la proposition de développer progressivement les relations entre l'Office de protection du citoyen et la Section des droits de l'homme de la MINUSTAH.

6. Le Conseil se félicite en outre des projets des autorités haïtiennes tendant à l'adoption d'une série de lois sur la condition féminine, à la réforme de l'état civil et à celle du cadastre.

7. Le Conseil encourage la communauté internationale à renforcer son action dans l'ensemble de ces domaines ainsi qu'en matière de formation et d'éducation des forces de sécurité dans le domaine des droits de l'homme.

8. Le Conseil remercie l'expert indépendant chargé par le Secrétaire général d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti de son rapport (A/HRC/4/3). Il l'invite à poursuivre sa mission et à en rendre compte au Conseil à sa huitième session. Il encourage les autorités haïtiennes à poursuivre leur bonne coopération avec l'expert indépendant et à continuer de mettre en œuvre ses recommandations.».
